



LES DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME

EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

N° 12

SEPT.-OCT. 2014

Éditorial

Le présent numéro revient sur les résultats des élections au Parlement européen. Si en Europe occidentale la poussée des formations d'extrême droite, xénophobes et nationalistes a été des plus inquiétant, en Europe centrale et de l'Est, on a assisté à des expressions plus « europhiles ». Retour donc sur ce paysage postélectoral avec notamment un entretien avec Dominique Guibert, président de l'Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH). L'éclairage sur la Roumanie et la Pologne permettra de donner

quelques clés de compréhension des enjeux singuliers dans ces deux pays respectifs.

Nous revenons également sur la libération d'Ales Bialiatski, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'Homme et directeur du Centre de défense des droits de l'Homme Viasna au Belarus. Un combat pour la liberté soutenu durant ces presque trois années par la Ligue des droits de l'Homme en lien avec sa fédération internationale.

E. T.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



SOMMAIRE

Éditorial

..... p. 01

Dossier central « Élections européennes »

Euroscepticismes et la démobilisation politique en Europe..... p. 03

L'Europe au lendemain des élections. Entretien avec Dominique Guibert..... p. 04

Nouvelle représentation polonaise au Parlement européen p. 05

Partis extrêmes éliminés en Roumanie..... p. 07

Agir avec prudence et travailler.

Entretien avec Ales Bialiatski

..... p. 08

Lire

Laila Porras, *Inégalités de revenus et pauvreté dans la transformation post-socialiste,*

une analyse institutionnelle des cas tchèque, hongrois et russe (L'Harmattan, 2013)..... p. 12

Tania Rakhmanova, *Au cœur du pouvoir russe* (La Découverte, 2014)..... p. 13

Dossier central « Élections européennes »

Euroscepticisms et démobilisation politique en Europe

Les résultats des dernières élections européennes évoquent une marée noire de l'euroscepticisme traversant le continent. Toutefois, s'il est effectivement possible de parler de séisme au Danemark, en France et en Grande-Bretagne, partout ailleurs la performance des partis eurosceptiques s'avère variable avec par ici quelques défaites et par là quelques gains en pourcentage par rapport aux dernières élections au Parlement européen en 2009. Sans relativiser l'importance de la montée des partis eurosceptiques, il convient de noter qu'en Europe centrale et orientale, ils ont trouvé relativement peu de soutien dans les dernières élections, ce que les observateurs occidentaux ont relativement peu commenté.

Les partis eurosceptiques en Europe centrale et orientale ont gagné environ 5 % du total des places disponibles dans les onze pays. On pourrait y inclure les douze sièges remportés par le Fidesz en Hongrie, qui a rejoint le Parti populaire européen et dont le président, Victor Orban se dit « euro-réaliste » plutôt qu'eurosceptique. En comptant ainsi, les partis eurosceptiques ont gagné 11 % des sièges, ce qui n'est pas négligeable mais ne permet pas non plus d'avancer que l'ensemble des électeurs européens auraient exprimé un vote à l'encontre de l'Union européenne. A part le Fidesz, les seuls partis eurosceptiques qui ont atteint un score sensible sont le Jobbik (Hongrie), l'Ordre et la Justice (Lituanie) et le Congrès de la Nouvelle Droite (KNP) en Pologne. Pour le Jobbik, le succès est mitigé. Le parti a certes obtenu 14,7 % des voix, mais cela représente une chute par rapport aux 20,5 % qu'il avait obtenus le mois d'avant lors de l'élection générale. Le KNP, lui, peut se réclamer d'une percée électorale en ayant obtenu 7,1 % des voix par rapport au 1,1 % que le parti avait recueilli lors des élections législatives de 2011.

Le Jobbik et le KNP seront de toute évidence des sources de préoccupation majeures pendant la durée du mandat présent d'autant que leur euroscepticisme se tisse d'antisémitisme, de racisme et d'homophobie. Janusz Korwin-Mikke, le leader du KNP, auto-proclamé adversaire de la démocratie, est connu pour ses propos sexistes et négationnistes. Le Jobbik a rejoint l'Alliance européenne des mouvements nationaux alors que le KNP reste non affilié. Quant au parti l'Ordre et la Justice, il pourrait être qualifié de parti conservateur affichant un euroscepticisme « soft ». Malgré sa proximité idéologique homophobe avec le Jobbik et le KNP, l'Ordre et la Justice n'a pas rejoint le même groupe parlementaire, s'alliant avec Europe de la liberté et de la démocratie directe.

Si l'euroscepticisme n'a donc pas atteint massivement l'Europe centrale et orientale, qui sont les partis gagnants ? Pour la plupart, il s'agit des partis dominant traditionnellement les débats. Les partis actuellement au pouvoir en Bulgarie (GERB), en Estonie (Parti réformiste estonien), la Hongrie (Fidesz), en Slovaquie (Smer-SD), la Pologne (Plateforme civique) et en Roumanie (Sociaux-démocrates) sont arrivés en tête des résultats.

L'absence d'un euroscepticisme massif et la domination de courants largement pro-européens en Europe centrale et orientale devraient apporter un peu de réconfort aux démocrates de l'Europe occidentale. Mais l'abstention électorale constitue un défi tout aussi important et potentiellement inquiétant. On sait que les élections européennes attirent généralement moins de participation que les élections nationales. Mais la moyenne pour les élections européennes de 2014 en Europe centrale et orientale a été seulement de 28 % contre 43 % pour l'Europe dans son ensemble. Le taux de participation a été le plus élevé en Slovaquie, avec seulement 13 %, ce qui entraîne que l'un des partis (Most-Hid) a réussi à gagner un siège avec seulement 0,76 % des votes de l'électorat total... Il convient toutefois de souligner que la Lituanie a été une bonne élève en la matière avec une participation de 47,31 %, plus de deux fois plus importante qu'en 2009 (20,98 %). L'explication du faible taux de participation en Europe centrale et orientale reste ouverte.

Les élections au Parlement européen ont révélé des défis différents pour les élites politiques européennes de l'Est et de l'Ouest du continent. Le défi de la légitimité de l'UE est présent dans l'ensemble des pays mais si les pays de l'Europe occidentale doivent composer avec de l'euroscepticisme, ceux de l'Europe de l'Est doivent tirer des conséquences de la démobilisation politique qui s'est exprimée par des taux d'abstention très importants.

Source : *The Washington Post*

L'Europe au lendemain des élections

Entretien avec Dominique Guibert, président de l'Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH), vice-président de la Ligue des droits de l'Homme

Propos recueillis par Ewa Tartakowsky

Au lendemain des dernières élections au Parlement européen, comment se présente l'Europe ? Peut-elle encore apparaître comme un projet de paix et de progrès ou a-t-elle dilué sa dynamique historique dans les logiques du marché ?

Les pays de l'Union européenne sont soumis à un ensemble de forces contradictoires qui la met à rude épreuve. La dynamique centralisatrice, disons qui signifiait un certain progrès vers un espace de paix, s'est épuisée et au fur et à mesure que s'éloignaient les risques de conflit continentaux, ce sont les effets des crises systémiques, économique, financière et sociale qui se révèlent comme les paramètres signifiants. Dès lors les forces centrifuges qui accompagnent inévitablement la concurrence de marché, prennent le devant : chaque pays membre cherche à l'intérieur du même ensemble à sortir le mieux possible son épingle du jeu, quitte à ce que l'éclatement se produise. Ce ne sera sans doute pas sous la forme d'une fin de l'UE mais par l'apparition successive de sous-ensembles réduits à un intérêt spécifique au détriment de l'intérêt général.

Les élections ont vu l'échiquier politique européen redessiné, avec d'un côté des pouvoirs plus importants pour le Parlement et de l'autre une importante poussée des formations d'extrême droite, xénophobes et nationalistes, poussée remarquée déjà dans certains pays au niveau national. Comment analyser ce double phénomène ?

Je dirais que c'est un peu dans le même schéma explicatif. Incapables de faire valoir un intérêt commun de l'UE, les Etats membres envoient au Parlement d'une part des « vieux » partis qui ont fait de la construction européenne leur chose, quitte à s'éloigner de leur propre population qui ne comprend plus l'apport communautaire ; et d'autre part des partis eurosceptiques, comme l'UKIP du Royaume-Uni, d'extrême droite, xénophobes, nationalistes, tel le FN français, voire carrément raciste comme Aube dorée en Grèce. Il faut dire que l'aveuglement des gouvernements dans la conduite de la politique européenne est assez stupéfiant. Il faudrait rappeler fortement que lorsqu'un ou une politique proclame la main sur le cœur : « *C'est Bruxelles!* », que la politique est décidée en grande partie par le Conseil européen et que ce sont les gouvernements qui

imposent son travail à la Commission. Et dans ce cadre, il nous importe, et singulièrement à une organisation généraliste et internationale comme l'AEDH, que le Parlement retrouve des pouvoirs de contestation et d'action.

Comment interpréter les forts scores des partis eurosceptiques dans les pays de l'Europe de l'Est, alors que tous les efforts politiques et civiques y tendaient et tendent encore à « l'intégration européenne » ?

En Europe centrale et orientale, l'éclatement dont je faisais mention joue dans les grandes largeurs. Chaque Etat, dans une situation économique d'intégration dégradée, cherche à gagner la concurrence avec ses voisins. Il faut se souvenir que si les fonds structurels ont accompagné l'adhésion des pays après les six fondateurs, l'intégration des PECO s'est faite à fonds réduits, quasiment de la moitié. Et ont encore été diminués pour l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie. Et on peut se demander ce qu'il va advenir dans ce cadre de la Croatie. Or tous ces pays ont un niveau de vie moyen qui n'atteint sans doute pas la moitié du revenu moyen médian de l'Union. Inévitablement les conséquences sociales sont fortes. Et la stratégie du « bouc émissaire » – trouver une minorité nationale responsable – s'en trouve renforcée. Mais il ne faut pas oublier les conséquences des situations historiques. C'est tout le temps vrai partout, par exemple, les effets de la colonisation, de l'esclavage, des génocides. En Europe de l'Est, il faut mettre en avant de nos réflexions politiques, les effets des constructions étatiques impériales, de la Première guerre mondiale avec ses traités de paix, Versailles, Sèvres, Trianon, et bien sûr de la révolution de 1917 et de la création de l'URSS, enfin de la Seconde guerre mondiale et la création des dites « démocraties populaires ». Là tout particulièrement la géographie et l'histoire se combinent pour faire de la politique. Dans ces pays, la construction européenne n'est que récente...

Le Front national n'a pas réussi à organiser un groupe au Parlement européen en revanche, l'extrême droite britannique, elle, a réussi à fédérer ; ces tensions peuvent-elles s'expliquer par les divergences de sensibilité entre europhobie et euroscepticisme ?

Le Front national, outre des tropismes franco-français, tel de façon évidente le rapport avec les guerres coloniales et singulièrement l'Algérie, s'est cru arrivé. Il a pensé que sa poussée incontestable devait lui ouvrir un boulevard fédérateur. Mais l'obstacle était trop haut. Et pour deux raisons au moins. La première, qui explique le refus de UKIP, c'est que le FN est compris par certains de ces groupes comme antisémite et raciste et Farrage l'a dit ouvertement, jamais avec ces

gens-là. La deuxième tient à la sociologie de ces partis. Ils sont extrêmement liés à la culture du chef. Autrement dit, un pays, un parti, un leader, et cela ne peut que nous rappeler des slogans des années 1930 et 1940! L'histoire longue des partis d'extrême droite est la chronique des déchirements, des expulsions et des assassinats. L'union n'a pas été possible parce que trop de chefs, et même une cheffe! Trop d'envies, trop d'appétits. Et surtout au fond, c'est qu'il y a une contradiction ontologique indépassable dans ces partis entre leur orientation économique ultralibérale et leur orientation politique ultraprotectionniste. Ils plieront ou casseront. Ce n'est pas à cause d'eux que l'UE s'effondrera. Ce n'est pas la même chose au niveau des pays comme le montre la situation en Grèce ou en Espagne ou ailleurs.

Au-delà de ces divergences, cette famille politique aura-t-elle un poids, un rôle dans le travail parlementaire ?

Elle aura un incontestable effet de nuisance, de retardement. Mais pour peser dans les votes et dans les négociations il faut des structures, des relais. Il aurait fallu la création d'un groupe, qui donne rappelés-le, des pouvoirs et des moyens. Certes il y a le groupe autour des Britanniques. Mais il n'a quand même qu'une place limitée. Au-delà, dans les déclarations, les assemblées et les commissions, il va y avoir de l'audience, de la retranscription médiatique, du scandale, de la petite phrase à la Le Pen, père et fille, même si ça n'est pas sur le même registre. C'est en fait la seule chose qui les intéresse, l'effet dans leurs propres pays sur l'électorat.

Comment l'AEDH qui vient de tenir son congrès compte-t-elle prendre en compte cette nouvelle donne dans son travail au plan européen, singulièrement au regard des expressions de contre-offensive unitaire au sein de la société civile ?

Je vais donner deux exemples concrets. Dans son assemblée générale de juin tenue

à Bruxelles, l'association avec ses 31 organisations émanant de 21 pays de l'UE a décidé que dans sa communication, elle n'aura aucun rapport ou contacts avec les partis en question. Ce ne sont pas des partis comme les autres, ce ne sont donc pas des interlocuteurs comme les autres. Nous ne voulons pas que l'on puisse croire que la démocratie ne souffrirait pas de leur arrivée à un pouvoir quel qu'il soit, national ou européen. Deuxièmement, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a décidé de façon volontairement provocatrice de nommer au poste de commissaire chargé de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et de la citoyenneté, un ministre hongrois. Celui-ci s'est illustré dans la modification liberticide de la constitution de son pays, qui s'est montré « peu sensible » sur le terrain des discriminations en particulier envers les Roms, et dont les liaisons objectives en parole avec le Jobik, même si lui-même est au FIDESZ. Nous avons mené avec les réseaux et les associations, une campagne assez forte pour demander aux députés européens de ne pas ratifier la nomination de M. Navracsics. Ce qui nous a semblé important était le « mix » entre deux objectifs : d'abord montrer que le parlement avait plus de pouvoir et que la société civile pouvait intervenir pour faire utiliser ce pouvoir ; ensuite lutter concrètement contre la banalisation des idées d'extrême droite. On nous a dit que nous avions plongé dans le piège tendu par Juncker. C'est une courte vue et je la laisse aux imbéciles qui, quand le doigt montre la lune, regardent le doigt. Nous laissons aux uns les manœuvres de pouvoir et à nous la défense des principes. C'est comme ça que l'AEDH souhaite faire de la politique.

Nouvelle représentation polonaise au Parlement européen

Par **Hanna Bednarz**, avocate, doctorante à l'Université Jagellonne (Pologne)

Les élections européennes ne suscitent pas en Pologne le même intérêt que les élections au Parlement et au Sénat. La participation – 23,83 % – est un indice de cet intérêt modéré auprès des électeurs. Les institutions de l'Union européenne sont souvent perçues comme éloignées du champ politique polonais et sans influence directe sur la

situation du pays. Il s'agit bien évidemment d'un point de vue éloigné de la réalité : les travaux du Parlement européen ont un grand impact sur les pays membres. Même si le Parlement européen n'est pas le seul organe à jouer un rôle dans le processus législatif – ce processus législatif est pris en coopération avec le Conseil de l'UE – son rôle est crucial, car une décision suppose qu'un consensus existe entre ces deux institutions.

Même moins populaires dans la société,

ces élections permettent de mesurer les opinions des électeurs. Il est donc intéressant d'analyser les dernières élections européennes tant d'un point de vue de la campagne électorale que des résultats.

La campagne électorale n'a pas été tumultueuse en Pologne ; on a plutôt eu le sentiment d'un prélude aux élections locales qui auront lieu en novembre cette année. Les partis majoritaires en Pologne donnaient donc le la et les candidats présentaient davantage les points de vues généraux de leurs partis plutôt que des programmes concrets liés spécifiquement aux élections européennes. Avec comme conséquence : une très forte dimension de polémiques politiciennes.

Le parti au pouvoir – la Plateforme civique – malgré son caractère pro-européen ne s'est pas consacré aux enjeux européens, mais – comme l'ont remarqué les médias – à l'amélioration de l'image du Premier Ministre de l'époque, Donald Tusk. Présenté comme un leader puissant, ce dernier n'a pas consacré beaucoup de temps aux questions dont le futur Parlement européen devrait débattre.

Droit et Justice, principal parti d'opposition dirigé par Jaroslaw Kaczynski, s'est montré pro-européen tout en insistant sur son scepticisme quant à la poursuite de l'intégration européenne. Là encore, l'électeur polonais était davantage confronté aux luttes politiques nationales qu'à un débat sur les questions européennes.

Le parti Congrès de la Nouvelle Droite avec son président Janusz Korwin-Mikke s'est montré particulièrement actif en présentant un programme ouvertement anti européen, à forte dimension antidémocratique : Korwin-Mikke s'est ainsi prononcé contre la monarchie tout en proposant la suppression des élections libres. Il a également préconisé la suppression de l'impôt sur le revenu et de l'allocation chômage. Il a enfin soutenu l'autonomie des régions en rejetant le caractère d'unité de la République de Pologne.

La campagne du Congrès de la Nouvelle Droite s'est essentiellement déroulée sur le compte Facebook du parti et a rencontré une grande popularité surtout auprès des jeunes. Selon Korwin-Mikke, chaque semaine plus de 1,3 million de personnes ont visité la page. Centrée sur le libéralisme économique et social, la campagne de Korwin-Mikke a visé les hommes politiques « voleurs » et l'Union européenne « néfaste ». Beaucoup de ses propos à teneur sexiste n'ont soulevé que des sourires de commisération de la part des autres candidats. On soulignera néanmoins le caractère ouvertement négationniste d'autres de ses déclarations, telle la thèse selon laquelle Hitler n'était pas au courant de l'extermination des Juifs.

L'apparition de Korwin-Mikke dans le champ politique polonais n'est ni tardive ni soudaine ; bien que son parti n'ait pas de

représentation ni à l'Assemblée ni au Sénat, il est un acteur connu depuis plus de 25 ans et actif politiquement depuis les années 1960. Malgré le fait qu'il a été député une seule fois – dans l'Assemblée de 1991 – il est resté très actif en déposant sa candidature, en vain, à toutes les élections tant parlementaires que présidentielles et européennes.

Ce qui a changé cette année, c'est sa présence médiatique accrue. Le caractère de ses prises de positions controversées a pu inciter les médias à l'inviter, notamment sur des plateaux de télévision. Et cette stratégie médiatique a eu son effet politique : Korwin-Mikke, contrairement à d'autres a été élu député européen.

Durant la campagne électorale, des changements se sont opérés sur le flanc gauche de l'échiquier politique. Janusz Palikot, ancien député de Plateforme civique et depuis 2011 le responsable du parti Mouvement Palikot, a créé une nouvelle formation politique Europa Plus Ton Mouvement. Cette formation a vu le jour en octobre 2013 lorsque le Mouvement Palikot a changé de nom pour devenir « Ton Mouvement » et lorsque le parti a été rejoint par certains membres de l'association Mouvement Social Europa Plus. Comme son nom l'indique, Europa Plus Ton Mouvement s'est montré pro-européen en soulignant la volonté d'intégrer la zone euro. Il proposait une modernisation technologique de l'industrie afin de garantir à la Pologne développement, croissance et sécurité.

Il est difficile dans ce cadre de distinguer un gagnant. Le parti gouvernemental, Plateforme civique, a dépassé Droit et Justice uniquement de 0,35 %, en obtenant un score de 32,13 %. Aux résultats, les deux partis ont obtenu le même nombre de députés au Parlement européen (19).

Ce résultat illustre la popularité croissante de Droit et Justice, parti de droite par rapport à Plateforme civique, dont la popularité a baissé depuis les dernières élections parlementaires (39,18 %) et européennes (6 candidats de plus élus). Il témoigne également d'une claire domination de ces deux formations politiques (63,91 % au total) en Pologne et il semble difficile qu'un parti puisse prétendre accroître son électorat actuellement.

Même s'il n'y a pas eu de surprises au niveau des grands partis, il y a eu des grands gagnants et perdants parmi les petites formations. Il s'agit essentiellement de la formation de Palikot, mouton noir des élections parlementaires en 2011. Il avait obtenu un score record de 10,02 % et tombe à 3,58 % ce qui ne lui permet pas de siéger au Parlement européen. Ce résultat est en partie consécutif à un changement de nom, qui a troublé sa perception par les électeurs.

Il est également possible que l'électorat de Palikot se soit paradoxalement tourné vers celui de Korwin-Mikke, gagnant incontestable

parmi les petites formations avec 7,15 % de votes et 4 députés élus. Même si les deux partis se trouvent à l'opposé dans le champ politique, cette thèse est retenue par certains analystes qui insistent sur le fait que les deux partis bénéficient des votes d'un électorat jeune et encore peu politisé.

Comme indiqué en introduction, ces élections n'ont pas connu un grand succès dans la société. Néanmoins, on ne peut pas non plus conclure qu'il n'y a pas eu d'initiatives dans le but avait été l'éducation citoyenne et la pédagogie électorale. L'ouverture d'une plateforme internet EUVOX qui permettait de consulter les profils de chaque comité électoral constitue en ce sens une nouveauté. La plateforme EUVOX 2014 relève d'une initiative académique, n'étant liée à aucun parti, formation politique ou organisation

gouvernementale. L'initiative a été prise par deux grands think tanks, Preference Matcher et Kieskompas, ainsi que plus de 100 experts indépendants de science politique, de psychologie et de communication, présents dans 28 pays de l'UE ainsi que du Zentrum für Demokratie situé à Aarau en Suisse. La plateforme permettait de confronter les opinions des électeurs dans tous les pays, présentaient les programmes proposés et les réponses aux questions majeures liées aux questions européennes.

Cette initiative, restée cette année encore assez confidentielle, mérite attention. Elle s'inscrit dans les efforts visant à privilégier la culture citoyenne et politique, la mise en avant des contenus de programmes et les débats sur les traitements médiatiques superficiels et racoleurs.

Partis extrêmes éliminés en Roumanie

Par **Claudia Iordache**, Fondation pour une société ouverte Roumanie

Tandis que l'eurosepticisme et l'extrémisme sont à la hausse en Europe, les Roumains mettent leur confiance en l'Union européenne. La Roumanie est, en effet, l'un des pays où le taux de participation a augmenté par rapport aux élections européennes précédentes ; c'est également l'un des pays où les partis extrémistes ont perdu. Ceci est le résultat des efforts menés par les organisations de la société civile visant à restreindre le discours de haine et l'intolérance.

Plus de 32 % des Roumains ont voté aux dernières élections du Parlement européen, 5 % de plus qu'en 2009. On peut supposer que cette participation aurait pu être plus élevée si les Roumains vivant à l'étranger – plus de 15 % des personnes inscrites – auraient moins de barrières administratives. En l'occurrence, le vote par correspondance n'est pas autorisé et afin d'exercer le droit de vote, il est nécessaire de se présenter aux bureaux de vote, ouvertes seulement dans les ambassades et consulats.

Quinze partis politiques et alliances électorales et huit candidats indépendants se sont inscrits dans la campagne électorale pour les élections européennes de 25 mai 2014. Selon le Bureau électoral central, les élections ont été remportées par les socio-démocrates (16 des 32 sièges attribués à la Roumanie), suivi par le Parti National Libéral (PNL) qui a gagné six places. Le PNL a annoncé, après les élections, l'intention de rejoindre le Parti populaire européen (PPE). Les autres mandats ont été obtenus par des parties affiliés au PPE : le Parti Libéral-Démocrate (5), l'Union Démocrate des Hongrois en Roumanie (1) et le

Parti Le Mouvement Populaire (1). Les autres candidats, dont les Verts, les socialistes, les partis d'extrême droite et populistes, n'ont pas franchi le seuil exigé. Citons notamment, le Parti la Grande Roumanie (PRM) qui a gagné plus de 9 % des votes et trois sièges en 2009, et qui est tombé cette fois-ci en dessous du seuil.

Ces résultats constituent une première dans l'histoire de plus de vingt-cinq ans depuis la chute du communisme : les élections européennes du 25 mai 2014 ont été les premières élections en Roumanie depuis 1989 où aucun parti ou candidat extrémiste n'a réussi à franchir le seuil électoral.

Pendant la campagne, la présence médiatique et publique des candidats a été suivie par la Fondation pour une société ouverte, dans le cadre du projet « Elections 2014 : contre le discours de la haine » qui a visé à identifier les éléments discriminatoires et le discours de haine dans les propos des hommes politiques roumains, candidats aux élections pour le Parlement européen.

La surveillance a été effectuée avec l'aide de quarante jeunes volontaires qui ont vu, lu et écouté les positions publiques des candidats, cherchant à identifier les éléments de discrimination, les stéréotypes et les éléments du discours de la haine contre les femmes, les Roms et les homosexuels.

La Fondation n'a pas remarqué d'éléments d'intolérance si ce n'est dans la rhétorique des partis extrémistes. Cependant, il est important de noter que l'Alliance gagnante, dont le Parti Social-démocrate a fait partie, s'est fait remarquer avec le slogan « Fiers d'être roumains », en jouant sur les sentiments nationalistes des électeurs. Néanmoins, dans

l'ensemble, les candidats se sont attachés à un discours modéré, affirmant leur affinité pour les valeurs européennes et leurs positions contre la discrimination.

Agir avec prudence et travailler

Entretien avec Ales Bialiatski, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'Homme et directeur du Centre de défense des droits de l'homme Viasna au Belarus

Propos recueillis et traduits par **Eva Bertrand**, rédactrice en chef adjointe de *Gare de l'Est - Cahiers des Mondes de l'Est*¹.

Cet article est publié en coopération avec



Arrêté le 4 août 2011 sous le motif d'« évasion fiscale à grande échelle », Ales Bialiatski a été condamné le 24 novembre 2011 à quatre ans et demi de réclusion dans une colonie pénitentiaire à régime sévère. Il a été libéré le 21 juin 2014 suite à une vaste mobilisation internationale. Il a obtenu en 2013 le Prix des droits de l'Homme Václav Havel décerné par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Libéré pour des raisons tout autant politiques que celles qui avaient présidé à son incarcération, il évoque aujourd'hui le pays qu'il retrouve et le climat international largement détérioré.

Vous avez été jeté en prison sous un prétexte fallacieux et avez dû endurer des conditions d'isolement particulièrement difficiles. Comment traverse-t-on une telle épreuve ?

J'ai, disons, survécu. J'ai surmonté cette épreuve car j'étais pleinement convaincu de mon innocence. Et il était dès le début évident que mon arrestation était motivée politiquement. Il y a toujours eu des pressions exercées contre les défenseurs des droits de l'Homme au Belarus, notamment via la limitation de leurs activités. Notre organisation, par exemple, n'est plus enregistrée officiellement depuis 2003. Ainsi, au cours des six derniers mois qui ont précédé mon arrestation, nous avons été contrôlés à plusieurs reprises. J'avais été mis en garde par

le parquet pour mon activité de défense des droits de l'Homme.

Il était clair que l'étau se resserrait et que la poursuite de notre activité pouvait se solder de la sorte [i.e. par l'emprisonnement]. Néanmoins, j'ai tenté de ne pas céder car en agissant de la sorte, les autorités souhaitaient effrayer la société civile du Belarus, en envoyant le signal suivant : la répression peut toucher n'importe quel militant. Il est évident que cette décision avait été mûrie, elle n'a pas été prise de façon irréfléchie. Il s'agissait de mettre un frein au développement de la société civile au Belarus.

Les raisons officielles et le mode opératoire de votre arrestation correspondent-elles à une logique bien rôdée au Belarus ?

Mon cas est un peu particulier. On m'a arrêté sous un prétexte de fraude fiscale. Les autorités du Belarus sont parvenues à obtenir un numéro de compte bancaire à mon nom en s'adressant aux autorités lettones du fait d'un traité entre les deux Etats sur l'échange d'informations bancaires. Et en dépit des déclarations faites a posteriori par la Lettonie, dénonçant l'utilisation faite des données obtenues, qui ne correspondait en rien aux termes du traité, ces données ont constitué le fondement de mon arrestation.

Durant le procès, j'ai réussi à prouver, avec l'aide de mon avocat, que l'ensemble des fonds, qui avaient transité par mon compte avaient été utilisés pour la défense des droits de l'Homme ; que nous n'avions pas la possibilité d'ouvrir un compte au Belarus puisque notre organisation n'était pas enregistrée ; mais que je n'avais fait aucune utilisation personnelle de ces fonds. Et nos arguments ont été confirmés par nos organisations partenaires, et par les sponsors qui nous avaient transmis cet argent. Ils ont présenté les rapports justifiant de l'utilisation des fonds. Toutefois, le pouvoir a considéré que ces fonds m'appartenaient et que je ne m'étais pas acquitté des impôts comme je l'aurais dû. Il s'agit donc d'un cas un peu spécifique pour le Belarus. Grâce à Dieu, il n'y a pas d'autre affaire de ce type à déplorer dans le pays. Seul mon adjoint, Vladimir Stefanovitch

¹ *Gare de l'Est* est une revue semestrielle publiée chez l'Harmattan et dédiée à l'actualité et à l'histoire des Mondes de l'Est (Balkans, Europe Orientale, Russie, Caucase, Asie Centrale).

a été soumis au même traitement : son compte a été vérifié par les autorités du pays ; mais sur ce compte, les sommes reçues étaient moins importantes. Nos deux affaires ont été traitées en parallèle, mais il n'a été sanctionné qu'administrativement.

Je pense, en fait, que le pouvoir, en raison des mises en garde répétées qui m'avaient été adressées, espérait que je me réfugierais à l'étranger. Cela aurait permis de confirmer implicitement que j'étais coupable et de me discréditer complètement en tant que défenseur des droits de l'Homme et en tant qu'acteur social. Mais à ce moment-là, je n'ai pas fui. J'aurais pu le faire car je me rendais alors régulièrement à l'étranger pour enseigner les droits de l'Homme. Je faisais donc des allers-retours et l'on me laissait entrer et sortir du Belarus. Cela a duré un mois et demi mais lorsqu'ils ont compris que je n'avais pas l'intention de quitter le pays, ils m'ont arrêté.

Toutefois, si l'on regarde la situation des défenseurs des droits de l'Homme dans d'autres régimes autoritaires ou totalitaires, dans des régimes non démocratiques, on se rend compte que mon cas n'a rien d'exceptionnel. Ces derniers mois, par exemple, plusieurs célèbres défenseurs des droits de l'Homme ont été arrêtés en Azerbaïdjan, et les accusations qui leur sont adressées sont très similaires aux miennes – infraction fiscale. Le pouvoir enfreint ainsi les accords internationaux sur la reconnaissance des défenseurs des droits de l'Homme, prévoyant que ceux-ci peuvent recevoir des financements de l'étranger – accords dont le Belarus est d'ailleurs signataire.

Avez-vous, du fait de votre détention, découvert du système pénitentiaire biélorusse des éléments que vous ne connaissiez ou ne soupçonniez pas auparavant ?

Bien sûr. Ce système est très fermé et les personnes libres ne savent que très peu ce qui se passe en prison. En voyant ce système de l'intérieur, on découvre quelque chose de complètement nouveau. Il faut dire que les prisonniers politiques endurent une pression particulière. On exerçait sur nous des pressions spécifiques dans le but d'obtenir de nous une demande de grâce accompagnée d'une reconnaissance de culpabilité... Toutes les personnes qui refusent de signer une telle demande sont qualifiées de « perturbateur tenace » et voient leurs droits encore davantage restreints. Leur droit de visite est limité et elles sont aussi privées de certaines choses dont bénéficient les autres détenus, comme la possibilité d'acheter des produits alimentaires par exemple.

Pendant presque une année, je n'ai ainsi eu accès à aucun fruit ou légume frais. En un an, je n'ai dû manger qu'une tomate et un concombre frais, c'est tout. Mon quotidien était

fait d'une alimentation très pauvre, pain, kacha, kacha, pain, ah oui et des pommes de terre aussi, mais aucun fruit ou légume frais, alors que j'en suis un grand amateur... Je ne pouvais ni en acheter, ni en recevoir... Voilà quel était mon quotidien.

Il y a aussi bien entendu les pressions psychologiques. On ne se sent jamais en sécurité. On vit en permanence dans une atmosphère tendue, même si je n'ai cependant, personnellement, souffert de violence physique. Je n'exclus pas cependant que d'autres prisonniers politiques en aient été victimes.

Comment expliquez-vous votre libération à un moment où d'aucuns n'y croyaient plus ? Est-ce que les preuves fournies au cours de votre procès ont pu peser dans la balance ?

Les éléments de preuve que nous avons fournis au cours de mon procès étaient, de mon point de vue, importants. Ils ont montré que mon procès avait des fondements politiques, et qu'ils ne répondaient à aucune infraction dont j'aurais été l'auteur. Je vois plusieurs raisons sérieuses à ma libération, le 21 juin de cette année, alors que je devais encore passer un an derrière les barreaux.

Au premier rang la pression internationale, celle exercée notamment par les Etats de l'Union européenne sur le pouvoir biélorusse, demandant la libération des prisonniers politiques. Cette pression a eu raison de la règle selon laquelle les « perturbateurs tenaces » que sont les prisonniers politiques ne peuvent en principe pas bénéficier d'amnistie. En fait, j'ai été libéré, comme j'ai été emprisonné : pour des raisons politiques, et sans respect des règles de droit.

Aujourd'hui, le fait est que le pouvoir biélorusse est acculé à faire des efforts pour améliorer ses relations avec l'Occident. Le pays, en difficultés économiques, a besoin de crédits, d'investissements, de matériels techniques et il est donc urgent d'améliorer nos liens économiques, au premier chef avec l'Union européenne. On s'approche d'élections présidentielles l'an prochain et le Président cherche donc aussi à améliorer son image politique. Et puis bien sûr il y a le contexte international. Ce qui se passe entre la Russie et l'Ukraine depuis plusieurs mois déjà rend bien sûr le pouvoir biélorusse plus prudent à l'égard de la Russie et le mène également à rechercher d'autres contacts.

Comment les activités de votre organisation ont-elles continué pendant votre détention et comment continuent-elles aujourd'hui ?

Même si je me trouvais en prison, mes collègues et amis ont continué nos activités de défense des droits de l'Homme. Ils se sont largement battus pour ma libération et je leur en suis très reconnaissant. Il fallait aussi

poursuivre nos programmes de défense des droits de l'Homme orientés vers la société biélorusse d'aujourd'hui, comme l'aide aux personnes frappées par la répression, les programmes de sensibilisation que l'on est malheureusement contraint de mener à l'étranger et, bien sûr, d'autres campagnes de sensibilisation dont une campagne contre la peine de mort, une autre contre la détention forcée...

Comment avez-vous « retrouvé » votre pays : voyez-vous aujourd'hui quelques signes de frémissement de la société civile au Belarus ?

Ce que j'ai remarqué, c'est qu'une certaine agitation s'est emparée de la société civile avec, par exemple, de nombreuses initiatives portées par la jeunesse dans le domaine culturel, écologique, dans la défense des droits... Des initiatives qui mobilisent de plus en plus de gens. Ainsi, quel que soit le contexte, la société se développe, elle vit, et cherche des moyens de régler les problèmes auxquels elle est confrontée.

La question de la préservation de la culture et de l'identité nationale du Belarus mobilise aussi dans le contexte actuel où se diffuse, en Russie, cette idée d'un « monde russe unique », incluant le Belarus, l'Ukraine, et des parties d'autres pays comme par exemple, la Lettonie ou le Kazakhstan. Vous avez d'ailleurs sans doute entendu parler du scandale suscité par les propos de Poutine qui mettait récemment en doute l'existence d'un Etat kazakh. Dans ce contexte, tous les éléments liés à la promotion de la culture nationale, comme cela se fait au Belarus à destination de la jeunesse, sont vus en Russie et notamment dans les médias russes, comme une agression idéologique. Or au Belarus où nous avons été occupés par l'Empire russe, puis par l'Union soviétique, la conservation de la culture du pays revêt un grand rôle pour le présent mais aussi et surtout pour le futur.

Si nous revenons aux initiatives de la société civile, de nombreuses choses sont faites, en matière écologique par exemple. Cela passe par des initiatives qui peuvent sembler dérisoires, comme l'utilisation du vélo par exemple dont l'usage a explosé par rapport à ce qui existait il y a trois ans de ça. Là, on voit l'influence de tendances européennes qui gagnent du terrain malgré le contrôle exercé par le pouvoir sur la vie politique et sociale, et sur les médias bien sûr.

Cela est sans doute permis par Internet et par les jeunes qui voyagent ?

Oui, tout à fait, ces deux éléments sont centraux. Les jeunes voyagent de plus en plus. Et nous pensons qu'il est très important que les citoyens ordinaires du Belarus aient la possibilité de visiter les pays européens et qu'ils s'engagent à faire évoluer la vie au Belarus. La deuxième chose bien sûr, ce

sont les nouvelles technologies d'information, Internet, les réseaux sociaux comme Facebook. Certains sites sont contrôlés, limités, comme par exemple certains groupes du réseau social VKontakte [équivalent russe de Facebook]. Mais la plupart des sites fonctionnent normalement. Le site de notre organisation, par exemple, fait partie de ceux dont la consultation est interdite dans les lieux publics, comme dans les écoles, les lieux de travail, mais chez eux, les gens peuvent consulter les sites qu'ils veulent.

Comment voyez-vous l'attitude actuelle de l'UE par rapport à votre pays ?

Après l'élection du 19 décembre 2010, des sanctions personnelles ont été adoptées contre près de trois cents fonctionnaires alors impliqués dans les falsifications et dans l'arrestation d'opposants politiques. De plus, les contacts de haut niveau entre l'Union européenne et le gouvernement biélorusse ont été gelés.

Cela a naturellement eu des conséquences sur les relations économiques qui sont encore très faibles. Il serait profitable à tous qu'elles se développent – raison pour laquelle le pouvoir refreine aujourd'hui ses mesures répressives à l'encontre de ses opposants – mais je n'oublie pas quand même qu'il reste ici sept prisonniers politiques derrière les barreaux. Nous nous battons pour que leur libération soit un préalable à toute autre discussion, notamment économique.

Sur ce point, inutile de dire que d'autres exemples très récents, surtout celui de l'Azerbaïdjan, nous inquiètent. Dans ce pays les droits de l'Homme sont très largement violés. De nombreux journalistes, activistes et défenseurs des droits de l'Homme sont en prison et les pressions contre l'opposition deviennent insoutenables. Or l'Azerbaïdjan a, malgré cela, obtenu la présidence du Conseil de l'Europe ! C'est un non-sens total. Nous espérons que les standards européens en matière de droits de l'Homme ne seront pas revus à la baisse pour le Belarus comme nous le voyons pour l'Azerbaïdjan. Ça n'est vraiment pas un exemple à suivre et nous sommes bien sûr opposés à tout double standard.

Quelle lecture faites-vous des événements en Ukraine ? Et quel regard porte-t-on au Belarus sur le conflit en Ukraine et le tournant pris par les relations russo-occidentales ?

Vu du Belarus, un élément important est de mesurer combien, ici, l'influence des médias russes reste dominante. Les chaînes de télévision russes couvrent l'ensemble du territoire et leurs programmes agressifs, remplis de nostalgie postsoviétique et de nationalisme, y gardent une forte audience. Leur couverture et leur « présentation » du conflit en Ukraine influencent la vision des Biélorusses sur ce qui se passe en Ukraine.

Les gens craignent aussi une extension du conflit militaire, pourquoi pas au Belarus.

De notre côté nous espérons que tous les efforts de réformes faits en Ukraine suite à Maïdan auront des conséquences positives, et également au Belarus, et que les gens pourront voir qu'il est possible de faire changer les choses et de changer de vie ! Et surtout que ces changements peuvent venir des gens eux-mêmes.

Pour ce qui est de l'Union européenne, bien sûr la propagande russe montre négativement tout ce qui s'y passe. Elle n'a pas de mots assez durs contre les sanctions. Néanmoins, parmi la société biélorusse, le sentiment anti-américain est beaucoup plus fort que le sentiment anti européen. Car la propagande contre les Etats-Unis est bien plus virulente et répandue.

Pensez-vous qu'il soit possible de mettre un terme à la situation que l'on observe en Russie avec cette poussée de nationalisme et de volonté de plus en plus manifeste de revanche ?

Pour stopper cette poussée nationaliste russe, virulente aussi au Belarus, il faudrait ouvrir les portes de l'Union européenne ! Cela serait la plus puissante barrière au patriotisme ou au nationalisme russe. Historiquement, ce serait d'ailleurs un juste retour des choses pour le Belarus qui est un pays européen et qui doit revenir vers l'Europe. Pour stopper ce mouvement en Russie même, je suis plus perplexe, la situation qui s'est créée est extrêmement complexe.

D'après vous, quelles erreurs ont été commises à l'Ouest, comme à l'Est d'ailleurs, au cours des vingt dernières années pour aboutir à la situation actuelle en Ukraine ?

Oh, voilà une question bien compliquée... Il me semble que le sentiment revancharde russe n'a pas été évalué à sa juste mesure. Personne ne pouvait imaginer que le nationalisme russe était resté si puissant, qu'il était capable de prendre une telle place et conduire à une telle situation face à un autre Etat postsoviétique.

Cette thématique de l'ennemi qui est aujourd'hui de retour, nous la connaissons, nous l'avons combattue quand nous étions encore jeunes et vivions sous l'empire soviétique. Mais la renaissance d'un tel sentiment n'a été anticipée par personne, alors que les guerres de Tchétchénie, de Géorgie, constituaient déjà de sérieux signaux. Il aurait fallu, déjà à ce moment-là, que la communauté occidentale réfléchisse à une façon de répondre à ces signaux. A présent, il y a urgence à réfléchir sur une façon d'agir, de retisser les liens. Pour moi, le temps qui passe joue en faveur des forces antidémocratiques.

Même si l'actualité particulièrement chaude décourage à faire des projections, quelles peuvent être, d'après vous, le futur de ces zones particulièrement tourmentées que sont la Transnistrie, l'Ossétie et l'Abkhazie, mais aussi à présent la Crimée et le Donbass ?

Tout va dépendre de la façon dont les relations vont évoluer entre l'Union européenne et la Russie, il en est d'ailleurs de même chose avec le Belarus. Il est impératif de ne pas laisser non-résolues les situations dans ces « zones grises », car en pourrissant elles seront lourdes de dangers, notamment pour la démocratie dans ces régions.

Dans ce contexte particulièrement instable, comment jugez-vous l'adhésion du Belarus à l'Union eurasiatique actuellement en formation entre la Russie, le Kazakhstan et le Belarus ? Peut-elle avoir des répercussions sur ce contexte où, comme vous le décrivez, économie et défense des droits de l'Homme ont partie liée ?

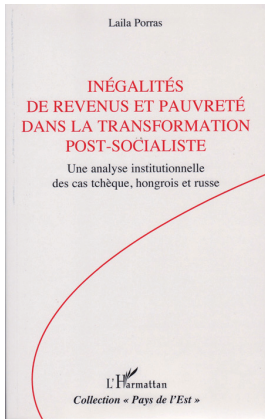
L'Union eurasiatique est, au départ, une union économique, développée un peu comme une alternative à l'Union européenne par la Russie, le Belarus et le Kazakhstan. Evidemment, la base de cette union est économique, mais elle est théoriquement également appelée à avoir une finalité politique. Mais deux éléments posent question. Tout d'abord, l'accord est aujourd'hui signé, mais les avantages économiques de cette union restent pour le moment bien invisibles. C'est peut-être lié à la situation de crise économique que traversent ces trois pays notamment la Russie, le géant de cette union, qui se trouve actuellement dans une situation de stagnation. Le conflit en Ukraine suscite par ailleurs des inquiétudes au Belarus et au Kazakhstan, certains se disant que ce conflit pourrait tout à fait s'étendre à d'autres Etats postsoviétiques et que ça n'est pas cette alliance qui l'empêcherait, contrairement par exemple aux pays baltes qui eux sont membres de l'OTAN et de l'UE.

Quelle est votre urgence aujourd'hui ?

Agir avec prudence et travailler, travailler durement !

Lire

Laila Porras, *Inégalités de revenus et pauvreté dans la transformation post-socialiste*, une analyse institutionnelle des cas tchèque, hongrois et russe, L'Harmattan, 2013



Laila Porras, docteur en sciences économiques propose ici une analyse technique des raisons de l'accroissement des inégalités des revenus et de la progression de la pauvreté dans trois pays post-socialistes, à savoir la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Russie. Ces trois cas ne sont pas identiques, ils sont le résultat à la fois des spécificités historiques, de la stratégie choisie et des politiques de l'Etat dans le domaine du travail et de la redistribution.

Le cas tchèque a pour particularité d'être, parmi les trois pays analysés, le moins « inégalitaire ». Possédant une couverture sociale avant le socialisme, et malgré une baisse des revenus généralisée et une politique qui a évolué vers une économie de marché, l'Etat a pu compenser pour les plus faibles, la baisse des revenus ou l'absence de travail. Il possède le taux de pauvreté le plus bas parmi les pays de l'ancien bloc de l'Est. Actuellement, ce pays peut être comparé, sur le plan de la pauvreté, aux pays nordiques de l'Europe.

Pour la Hongrie, la période communiste a gommé les inégalités salariales et après la chute du communisme, son évolution est assez proche de la Tchéquie : l'Etat a su compenser par les aides sociales – à l'emploi et aux chômeurs – les inégalités de revenus résultant de l'économie de marché. La Hongrie, par rapport à son taux de pauvreté, est à rapprocher des pays de l'Union européenne.

La Russie, quant à elle, était avant le socialisme, un pays très inégalitaire où la majorité de la population, paysanne, ne possédait pas la terre qu'elle travaillait. Aujourd'hui encore, après la chute du communisme, le pays reste le plus inégalitaire des trois. L'affaiblissement de l'Etat ainsi qu'un environnement institutionnel dégradé (difficulté importante de récupérer l'impôt et de pouvoir payer les salaires et les prestations sociales) a fait de la Russie un pays où une partie de la population a sombré dans la pauvreté et un pays qui n'a su empêcher la montée d'une économie souterraine. Le taux de pauvreté est à rapprocher des pays d'Amérique du Sud.

Cette étude, grâce à son sujet géopolitique particulier, permet de nourrir les analyses faites sur le sujet des inégalités, phénomène commun perceptible dans le monde entier depuis une vingtaine d'années.

Fabienne Laurent

Tania Rakhmanova, *Au cœur du pouvoir russe*, La Découverte, 2014 (édition augmentée et actualisée)



Vladimir Poutine est l'un des hommes les plus puissants de la planète et, jusqu'à présent, l'un des dirigeants les plus populaires de la Russie moderne. Pourtant, en 1999, il n'était encore qu'un obscur fonctionnaire du FSB, le service de renseignement russe. Poursuivant dans ce livre la minutieuse enquête qu'elle avait conduite pour son film *La Prise du pouvoir* par Vladimir Poutine, Tania Rakhmanova révèle les dessous stupéfiants d'une « démocratie » transformée en régime autoritaire et liberticide dans les années 2000. Au fil d'épisodes dignes d'un roman d'espionnage, on découvre le jeu des intrigues au cœur du Kremlin, les dégâts provoqués par une corruption généralisée ou la scandaleuse instrumentalisation de la guerre en Tchétchénie. Ainsi que les vrais ressorts de la nouvelle politique internationale de Moscou, notamment face à la guerre civile syrienne et à la crise ukrainienne de 2014. Mais aussi, fil rouge de cette enquête, la manipulation des médias. Entre désinformation et censure – sans parler des assassinats de journalistes –, le contrôle de la télévision est devenu l'instrument de pouvoir privilégié de la Russie de Poutine, conformément à son précepte : « *Les gens n'ont pas besoin de savoir la vérité. Ce que vous ne montrez pas n'existe pas.* »